



PREFET DES LANDES

**Direction Départementale de la Cohésion Sociale  
et de la Protection des Populations**

**Services Vétérinaires  
Santé Protection Animales et Environnement**

**Arrêté préfectoral N° DDCSPP/SPAE/ 2020-XXXX  
Ordonnant des chasses particulières à mettre en œuvre pour la capture de blaireaux  
aux fins de surveillance dans les zones définies à risque de tuberculose bovine dans la faune sauvage.**

**Le préfet des Landes  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le code rural et de la pêche maritime notamment le titre II, les articles L.223-1 à L.223-8 et les articles R.223-3 à R.223-8 ;

**VU** le code de l'environnement, notamment les articles L.427-1 et L.427-6 ;

**VU** la loi 2005-157 du 23 février 2005 relative aux développements ruraux, notamment l'article L.425-5 ;

**VU** le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** le décret N° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

**VU** le décret du 19 décembre 2018 de Monsieur le Président de la République nommant Monsieur Frédéric VEAUX, préfet des Landes ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 septembre 2003 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la tuberculose des bovinés et des caprins, notamment l'article 6 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L. 427-8 du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 29 juillet 2013 relatif à la définition des dangers sanitaires de première et deuxième catégorie pour les espèces animales ;

**VU** l'arrêté ministériel du 7 décembre 2016 relatif à certaines mesures de surveillance et de lutte contre la tuberculose lors de la mise en évidence de cette maladie dans la faune sauvage ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2019/1485 du 19 novembre 2019 modifié portant nomination des lieutenants de loupeterie pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2024 ;



**VU** l'arrêté préfectoral N° DDCSPP/SPA/2020-XXXX portant déclaration d'infection de la faune sauvage vis-à-vis de la tuberculose bovine et prescrivant des mesures de surveillance, de prévention et de lutte au sein d'une zone à risque de tuberculose bovine dans le département des Landes ;

**Considérant** l'avis en date du 8 avril 2011 de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, alimentation, environnement, travail (ANSES) relatif à la tuberculose bovine dans la faune sauvage (saisine 2010-SA-0154) ;

**Considérant** l'avis, en date du 30 août 2019, de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, alimentation, environnement, travail (Anses) relatif à la gestion de la tuberculose bovine et des blaireaux (saisine n° 2016-SA-0200) ;

**Considérant** les orientations de surveillance actées en comité de pilotage national SYLVATUB, reprises par les notes de service DGAL/SDSPA/2018-699 du 19/09/2018, DGAL/SDSPA/2018-708 du 24/09/2018 et DGAL/SDSPA/2018-829 du 13/11/2018 ;

**Considérant** les foyers de tuberculose en élevage détectés sur les communes non incluses dans la zone à risque de tuberculose bovine dans la faune sauvage ;

**Considérant** la mise en évidence de *Mycobacterium bovis* dans la faune sauvage, sur certaines communes de la zone à risque ;

**Considérant** le risque de transmission de la tuberculose des bovins aux animaux de la faune sauvage et des animaux de la faune sauvage aux animaux domestiques ;

**Considérant** la nécessité de prévenir la circulation de la tuberculose au sein des animaux de la faune sauvage ;

**Considérant** la situation exposée par le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) des Landes et la nécessité à agir ;

**Considérant** la mise en consultation publique ayant eu lieu du 20 décembre 2019 au 10 janvier 2020, la synthèse des avis reçus et les motifs de la décision en application de l'article L. 120-1 du Code de l'Environnement ;

**Considérant** l'avis favorable de la direction départementale des territoires et de la mer du département des Landes ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire générale de la préfecture du département.

## ARRETE

### **Article 1 : chasses particulières aux fins de surveillance de la tuberculose bovine**

Des chasses particulières sont organisées sur tout ou partie du territoire départemental, y compris les territoires visés au 5° du L.422-10 du code de l'environnement, à des fins de surveillance de la tuberculose bovine.

Ces prélèvements de chasses particulières viennent compléter l'échantillonnage obtenu par la collecte des animaux (blaireaux notamment) trouvés morts et ramassés en bord de route comme stipulé à l'article 4 chapitre 6 du présent arrêté.

### **Article 2 : objectifs et zones de prélèvements**

Les zones de prélèvements sont celles définies par l'arrêté préfectoral N° DDCSPP/SPAIE/2020-XXXX suscité.

À cette fin, deux types de zones sont concernées par ces opérations.

→ Zone d'infection : l'objectif est de surveiller précisément le statut sanitaire « tuberculose » des populations de blaireaux puis de réguler, le cas échéant, après analyse de risques pour les cheptels bovins concernés ces populations de blaireaux selon les moyens précisés à l'article 4 du présent arrêté, avec une priorité donnée aux terriers se trouvant dans un rayon de un, voire deux kilomètres selon la topographie des lieux, soit de pâtures infectées, soit de terriers infectés. Parmi l'échantillon d'animaux prélevés, un sous échantillon représentatif du territoire fera l'objet d'analyses pour recherche de tuberculose.

Les terriers trouvés infectés les années précédentes et en cours de campagne, ainsi que les terriers situés dans un rayon de deux kilomètres autour de ces terriers infectés font l'objet d'une surveillance et de prélèvements systématiques.

→ Zone tampon : sauf cas particulier, aucun prélèvement n'est autorisé.

→ Zone de prospection : l'objectif est de réaliser des prélèvements en vue d'analyses, en ciblant les terriers les plus proches des bâtiments ou des pâtures sur lesquelles sont ou ont été hébergés des bovins appartenant à un cheptel nouvellement infecté. Avec si possible un prélèvement de deux blaireaux par terrier et un échantillonnage minimum d'une quinzaine individus adultes.

Les blaireaux trouvés morts au bord des routes doivent être collectés sur la zone à risque et les communes limitrophes, sans période de restriction de prélèvements, sous réserve que leur état de conservation soit compatible avec la réalisation des analyses (cf. annexe 3). À cette fin, ils doivent être soit ramassés dans les meilleurs délais par le réseau SAGIR, soit remis aux piégeurs ou lieutenants de louveterie, soit ramassés selon tout autre dispositif mis en œuvre par la DDCSPP, aux fins d'identification et d'acheminement vers le laboratoire.

L'ensemble des acteurs du dispositif SYLVATUB est autorisé à collecter puis transporter ces animaux jusqu'à un des points de collecte identifiés.

Ces dispositions sont sans préjudice des actions du dispositif SAGIR.

La liste des communes concernées par la zone à risque est celle définie dans le cadre de l'arrêté préfectoral de délimitation des zones à risques susvisé et reportée à titre d'information en annexe 1 du présent arrêté.

### **Article 3 : dates de campagne**

Les opérations de prélèvements sont autorisées du lendemain de la parution au recueil des actes administratifs, du présent arrêté, jusqu'à sa date anniversaire pour la zone infectée, avec un arrêt temporaire des prélèvements du 15 janvier au 15 mai en zone de prospection, afin de permettre la reproduction de l'espèce.

Ces opérations sont placées sous la responsabilité de messieurs les lieutenants de louveterie du département qui organisent la mise en œuvre de ces opérations sur leur territoire de compétence. Chaque lieutenant de louveterie concerné peut, en fonction de sa charge de travail, déléguer l'encadrement de ces opérations à l'un de ses suppléants.

### **Article 4 : moyens de prélèvements autorisés**

Les prélèvements se feront par piégeage ou par tir.

L'utilisation de collets à arrêtoir placés en coulée à ras de terre est autorisée. A cette exception près, l'ensemble des dispositions relatives à l'utilisation des collets à arrêtoir, prévues dans l'arrêté du 29 janvier 2007 suscité, doivent être respectées. Pour ce mode opératoire, les lieutenants de louveterie peuvent s'adjoindre les services de piégeurs agréés choisis par leurs soins.

Des cages pièges peuvent également être utilisées.

La répartition des pièges doit être établie en relation avec les éléments de connaissance du terrain tenant compte de la disposition des bâtiments d'élevage et des pâturages, de la topographie des zones concernées et des indices de présence des blaireaux. Toute personne, notamment agriculteur ou propriétaire des terrains sur lesquels les collets sont posés peuvent assurer, par délégation du piégeur ou du lieutenant de louveterie, la surveillance de ces derniers et prévenir le piégeur (ou le louvetier) en cas de prise.

Les prélèvements par tir peuvent être effectués :

- soit en période d'ouverture officielle de chasse par tout chasseur titulaire d'un permis de chasse validé ;
- soit hors du cadre habituel de la chasse, en régulation administrative sous l'autorité d'un lieutenant de louveterie, selon les modalités suivantes :

Les chasseurs, titulaires d'un permis de chasse validés, et désignés par le lieutenant de louveterie, sont autorisés, à partir du 15 mai, à tirer des blaireaux à l'approche ou à l'affût, jusqu'à la veille de l'ouverture générale de la chasse. Ces chasseurs informent les lieutenants de louveterie des sorties effectuées, et les informent sans tarder de tous les individus prélevés. Les lieutenants de louveterie tiennent à jour, et à disposition des autorités, la liste des chasseurs désignés, des sorties effectuées, et des individus prélevés. Le jour s'entendant d'une plage horaire qui débute une heure avant le lever du soleil et se termine une heure après son coucher ;

Les tirs de nuit ne peuvent se faire que par utilisation de sources lumineuses par les lieutenants de louveterie, sur autorisation préfectorale spécifique délivrée par la direction départementale des territoires et de la mer.

L'utilisation de chiens est interdite dans le cadre des prélèvements effectués en zone « infectée » ou à des fins de surveillance ou de régulation intensive des populations de blaireaux au regard des risques sanitaires de contamination possible. Par ailleurs, les propriétaires des équipages de vénerie sous terre seront informés des risques existants également au déterrage du renard sur la zone à risque.

Pour la zone tampon, les prélèvements seront effectués exclusivement à partir des blaireaux trouvés morts en bord de route.

### **Article 5 : traitement des prélèvements**

Les blaireaux capturés sont immédiatement mis à mort sans souffrance.

Lors de la manipulation des animaux et du matériel, le port de gants à usage unique est obligatoire.

Les animaux prélevés sont placés en poches et identifiés par un numéro unique, ce numéro devant être reporté sur la fiche de prélèvement.

Les animaux ainsi identifiés sont acheminés selon les directives des lieutenants de louveterie vers les congélateurs de stockage, puis vers les laboratoires des Pyrénées-Atlantiques et des Landes pour nécropsie et prélèvement de nœuds lymphatiques pour, selon le contexte épidémiologique, analyse par PCR ou bactériologie.

### **Article 6 : fournitures et indemnisations**

Les modalités de mises en œuvre des prélèvements (fourniture des collets, du matériel de prélèvements, etc.), les documents à utiliser, les modalités d'acheminement des prélèvements aux laboratoires ainsi que les indemnisations attribuées aux piégeurs et aux lieutenants de louveterie sont décrits dans une convention passée entre le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le président de la fédération départementale des chasseurs, le président du groupement de défense sanitaire du département, le président de l'association des lieutenants de louveterie, et les directeurs des laboratoires impliqués.

### **Article 7: abrogation**

L'arrêté préfectoral n° DDCSPP/SPAE/2019-0179 du 03 mai 2019 ordonnant des chasses particulières à mettre en œuvre pour la capture de blaireaux aux fins de surveillance dans les zones définies à risque de tuberculose bovine dans la faune sauvage est abrogé.

### **Article 8: mesures exécutoires**

Le secrétaire général de la préfecture des Landes, la sous préfète de l'arrondissement de Dax, le commandant du groupement de gendarmerie, les maires des communes concernées, le président du conseil départemental, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et les lieutenants de louveterie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Mont-de-Marsan, le

Le préfet,

Frédéric VEAUX

## Annexe 1

Liste des communes figurant dans l'arrêté préfectoral n° DDCSPP/SPAE/2020-XXXX portant déclaration d'infection de la faune sauvage vis-à-vis de la tuberculose bovine et prescrivant des mesures de surveillance, de prévention et de lutte au sein d'une zone à risque de tuberculose bovine du département des Landes.

### A - Zone Infectée : 77 communes

1	40001	AIRE-SUR-L' ADOUR
2	40002	AMOU
3	40005	ARBOUCAVE
4	40007	ARGELOS
5	40016	AUBAGNAN
6	40017	AUDIGNON
7	40022	BAHUS-SOUBIRAN
8	40024	BANOS
9	40027	BASSERCLES
10	40029	BATS-TURSAN
11	40038	BERGOUEY
12	40041	BEYRIES
13	40047	BONNEGARDE
14	40049	BORDERES-ET-LAMENSANS
15	40054	BRASSEPOUY
16	40057	BUANES
17	40069	CASTAIGNOS-SOUSLENS
18	40072	CASTELNAU-TURSAN
19	40073	CASTELNER
20	40074	CASTEL-SARRAZIN
21	40078	CAUPENNE
22	40079	CAZALIS
23	40080	CAZERES-SUR-L'ADOUR
24	40082	CLASSUN
25	40083	CLEDES
26	40086	COUDURES
27	40089	DOAZIT
28	40091	DUHORT-BACHEN
29	40092	DUMES
30	40097	EUGENIE-LES-BAINS
31	40098	EYRES-MONCUBE
32	40099	FARGUES
33	40109	GAUJACQ
34	40110	GEAUNE
35	40117	GRENADE-SUR-L'ADOUR
36	40119	HAGETMAU
37	40128	HORSARRIEU
38	40130	LABASTIDE-CHALOSSE
39	40136	LACAJUNTE

40	40138	LACRABE
41	40145	LARRIVIERE-SAINT-SAVIN
42	40146	LATRILLE
43	40148	LAURET
44	40166	LUSSAGNET
45	40172	MANT
46	40173	MARPAPS
47	40174	MAURIES
48	40185	MIRAMONT-SENSACQ
49	40188	MOMUY
50	40189	MONGET
51	40190	MONSEGUR
52	40191	MONTAUT
53	40195	MONTGAILLARD
54	40196	MONTSOUE
55	40198	MORGANX
56	40203	NASSIET
57	40219	PAYROS-CAZAUTETS
58	40220	PECORADE
59	40223	PEYRE
60	40225	PHILONDENX
61	40226	PIMBO
62	40232	POUDENX
63	40239	PUYOL-CAZALET
64	40240	RENUNG
65	40247	SAINT-AGNET
66	40252	SAINTE-COLOMBE
67	40253	SAINT-CRICQ-CHALOSSE
68	40270	SAINT-LOUBOUER
69	40282	SAINT-SEVER
70	40286	SAMADET
71	40289	SARRAZIET
72	40290	SARRON
73	40298	SERRES-GASTON
74	40299	SERRESLOUS-ET-ARRIBANS
75	40305	SORBETS
76	40321	URGONS
77	40325	VIELLE-TURSAN

**B – Zone Tampon : 38 communes**

1	40011	ARSAGUE
2	40012	ARTASSENX
3	40020	AURICE
4	40023	BAIGTS
5	40025	BASCONS
6	40026	BAS-MAUCO
7	40028	BASTENNES
8	40037	BENQUET
9	40055	BRETAGNE-DE-MARSAN
10	40070	CASTANDET
11	40071	CASTELNAU-CHALOSSE
12	40076	CAUNA
13	40090	DONZACQ
14	40112	GIBRET
15	40121	HAURIET
16	40122	HAUT-MAUCO
17	40127	HONTANX
18	40139	LAGLORIEUSE
19	40141	LAHOSSE
20	40143	LAMOTHE
21	40144	LARBHEY
22	40153	LE-LEUY
23	40160	LOURQUEN
24	40175	MAURRIN
25	40177	MAYLIS
26	40194	MONTFORT-EN-CHALOSSE
27	40201	MUGRON
28	40204	NERBIS
29	40205	NOUSSE
30	40228	POMAREZ
31	40236	POYARTIN
32	40249	SAINT-AUBIN
33	40259	SAINT-GEIN
34	40275	SAINT-AUBIN
35	40309	SOUPROSSE
36	40316	TILH
37	40318	TOULOUZETTE
38	40329	LE VIGNAU

**C – Zone Tampon avec secteur en prospection : 1 commune**

1	40238	PUJO-LE-PLAN
---	-------	--------------

**D – Communes hors zone à risque, exclusivement avec secteurs en prospection : 3 communes**

1	40221	PERQUIE
2	40255	SAINT-CRICQ-VILLENEUVE
3	40331	VILLENEUVE-DE-MARSAN



## Annexe 2 : cartographie de la zone à risque des Landes

